



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.838/4
du 6 février 2023

advies 72.838/4
van 6 februari 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal
'déterminant les modalités
relatives à la publicité pour les
jeux de hasard'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot bepaling van de
nadere regels betreffende de
reclame voor de kansspelen'

Le 23 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de quinze jours*, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les modalités relatives à la publicité pour les jeux de hasard'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 février 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2023.

* Par courriel du 3 janvier 2023.

*

Op 23 december 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd van vijftien dagen*, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de nadere regels betreffende de reclame voor de kansspelen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 februari 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2023.

* Bij e-mail van 3 januari 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE DE LA SECTION DE LÉGISLATION

La section de législation a donné le 12 octobre 2022, l'avis n° 72.190/4 sur un projet d'arrêté royal ayant le même objet et le même intitulé (ci-après « le projet 72.190/4 »).

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi, et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation : en pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, portant sur les dispositions nouvelles.

Il en va aussi différemment quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation ; en pareille hypothèse, le nouvel examen du texte a pour objet l'incidence de ces éléments juridiques nouveaux sur le texte en cause.

S'agissant du présent avis, l'examen est dès lors limité aux articles 3, 6, 21 à 24 et 27.

PORTÉE DES ARTICLES 3, 6, 21 À 24 ET 27

Comparé aux dispositions du projet 72.190/4, le projet à l'examen contient les dispositions nouvelles suivantes, qui ne résultent pas d'observations formulées dans le précédent avis :

– Il contient une nouvelle définition de la notion de « publicité » (article 3, 3^o), définit non plus le « parrainage » mais le « parrainage sportif » en visant les « clubs sportifs », sans plus mentionner les clubs sportifs « professionnels » (article 3, 4^o), et introduit par ailleurs, en les définissant, les notions d'« association sportive professionnelle » (article 3, 5^o) et d'« association sportive non professionnelle » (article 3, 6^o).

– Il détermine, à l'article 6, dans quelle mesure le parrainage sportif par les titulaires de licence visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est autorisé, en ne faisant plus mention des « clubs professionnels », mais des « associations sportives professionnelles » et « non professionnelles » et en fixant des règles quant à l'emplacement et aux dimensions de la publicité sur le vêtement de sport.

– Les dispositions de l'article 6 sont à lire en combinaison avec les articles 22 à 24 et 27, lesquels contiennent des dispositions temporaires, abrogatoires et relatives à l'entrée en vigueur des dispositions contenues dans l'article 6 du projet. Ainsi,

a. S'agissant de la publicité pour les jeux de hasard sur les vêtements de sport :

L'arrêté royal en projet entrant en vigueur le 1^{er} juillet 2023 (selon l'article 27), ce type de publicité reste autorisé, à l'exception des publicités sur les vêtements de sport des joueurs mineurs d'âge, qui est interdite à partir de cette même date (article 6, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o). À partir du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2027 (article 22, alinéa 2), l'article 22, alinéa 1^{er}, s'applique, lequel détermine des modalités plus strictes de la publicité sur les vêtements des joueurs (pas plus de 75 cm² de la surface totale des vêtements et ne peut pas être apposée à l'avant des vêtements), qui s'appliquent temporairement. À partir du 1^{er} janvier 2028, selon l'article 27, l'article 6, § 2, alinéa 2, du projet ¹, entre en vigueur lequel limite à 50 cm² la surface totale des vêtements sur laquelle la publicité peut apparaître, la règle selon laquelle la publicité ne peut pas être apposée sur l'avant étant maintenue.

b. S'agissant de la publicité sur le lieu où le sport est pratiqué :

Ce type de publicité est autorisé en vertu de l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, du projet, jusqu'au 1^{er} janvier 2025, date à laquelle cette disposition est abrogée (selon l'article 23).

c. S'agissant de la publicité lors de compétitions sportives belges :

L'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, l'autorise également jusqu'au 1^{er} janvier 2025, date à laquelle cette disposition est abrogée (selon l'article 23).

d. S'agissant du parrainage sportif d'associations sportives professionnelles :

Les titulaires de licence visés à l'article 1^{er} sont autorisés à faire de la publicité pour ce type d'association, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, 2^o, mais uniquement jusqu'au 1^{er} janvier 2028, date à laquelle cette disposition est abrogée (selon l'article 24). L'autorisation est par contre maintenue pour les associations sportives non professionnelles, dans le respect des dispositions de l'arrêté royal à l'examen.

¹ L'article 6, § 2, alinéa 2, prévoit : « [...] La publicité visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, [soit l'apposition de la marque ou du logo, ou des deux, 'sur les vêtements de sport de joueurs, à l'exception des joueurs de mineurs d'âge, ou d'équipes sportives'] s'applique à tous les titulaires de licences concernés et ne peut pas occuper plus de 50 cm² de la surface totale des vêtements de sport des joueurs et ne peut pas être apposée sur l'avant des vêtements de sport ».

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Il résulte de la nouvelle définition de « parrainage sportif » à l'article 3, 4°, du projet, et de l'ajout des définitions d'associations sportives professionnelles et non professionnelles, à l'article 3, 5° et 6°, du projet, que le parrainage sportif est plus largement défini dans la mesure où il concerne ces deux types d'association sportive². Cela a pour effet, d'une part, de clarifier le champ d'application de la réglementation en projet, ce qui participe à la sécurité juridique et, d'autre part, d'élargir ce champ d'application dès lors que les titulaires de licence de jeux de hasard seront également soumis aux restrictions en matière de publicité sur les jeux de hasard pour ce qui concerne les associations sportives non professionnelles.

Dans son avis n° 72.190/4, la section de législation a observé que le projet examiné était, dans la mesure des observations formulées, compatible avec différents droits et libertés fondamentaux et admissible en tant qu'entrave à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services au sens du droit de l'Union européenne, en ce que

« [...] les restrictions apportées à la publicité pour les jeux de hasard telle que prévues par le projet reposent en leur principe sur une justification objective et raisonnable et apparaissent donc en leur principe proportionnées au regard de l'objectif poursuivi »

et

« [...] dans la mesure où l'auteur du projet établit que [la réglementation envisagée], qui restreint la liberté d'établissement et la libre prestation des services, poursuit effectivement, de manière cohérente et systématique, les objectifs de santé publique, de protection des mineurs et des joueurs et de lutte contre l'assuétude au jeu ».

L'élargissement du champ d'application de la réglementation en projet aux associations sportives non professionnelles n'est pas susceptible d'énervier ce constat, dans la mesure où, ainsi élargie, cette réglementation reste conforme aux objectifs poursuivis de santé publique, de protection des mineurs et des joueurs et de lutte contre l'assuétude au jeu et ne paraît pas disproportionnée au regard des objectifs poursuivis.

2. Il résulte de l'application de l'article 24 du projet, que l'article 6, § 1^{er}, 2°, du projet, est abrogé à partir du 1^{er} janvier 2028.

Ainsi que le précise le commentaire de l'article 24, cela signifie qu'à partir du 1^{er} janvier 2028, « les titulaires de licence visés à l'article 1^{er} ne seront plus autorisés à parrainer des associations sportives professionnelles ».

À contrario, cela signifie qu'au-delà du 31 décembre 2027, les titulaires de licence pourront continuer à parrainer – dans les limites prévues à l'article 6, § 2, alinéa 2, qui entre en vigueur à la même date – les associations sportives non professionnelles.

² Dans le projet 72.190/4, la définition de « parrainage » ne visait que le soutien « des clubs sportifs professionnels et des événements sportifs ».

Le commentaire de l'article 24 explique cette distinction comme suit :

« La compétition des associations sportives professionnelles est populaire auprès des fans de sport actifs et passifs. Cette compétition est souvent couverte (en direct) par les médias audiovisuels et la presse écrite. Par conséquent, la publicité pour les jeux de hasard dans les associations sportives professionnelles a une portée beaucoup plus large que dans les associations sportives non professionnelles. En outre, les sportifs de haut niveau sont souvent des modèles pour les mineurs. L'interdiction du parrainage sportif dans ces associations sportives professionnelles réduit la visibilité de la publicité pour les jeux de hasard et constitue donc une mesure très efficace pour lutter contre la normalisation des jeux ».

La déléguée du Ministre a ajouté sur ce point :

« À titre complémentaire, l'influence et l'impact du secteur professionnel auprès des mineurs nous semble plus importante que le secteur non professionnel. Pour les mineurs, les personnalités sont des modèles à suivre. Or, nous souhaitons éviter que les jeux de hasard soient associés avec le succès et la réussite, notamment auprès des mineurs ».

Toutefois, les associations sportives non professionnelles sont également susceptibles d'accueillir, en vue de pratiquer du sport, des personnes à risque ³.

Aussi, l'auteur du projet doit être en mesure de démontrer en quoi l'objectif de protection des personnes à risque n'est pas compromis par le dispositif tel que conçu.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

L'alinéa 7 relatif aux avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 72.190/4 du Conseil d'État donné le 12 octobre 2022 et l'avis n° 72.838/4 du Conseil d'État donné le 6 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ⁴.

³ Soit susceptibles d'assuétude aux jeux de hasard.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les articles 32, 33, 35 à 38 et 40, d'un avant-projet de loi « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme III », ont pour objet d'abroger, dans la loi du 7 mai 1999 'sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs', les dispositions relatives aux licences de classe G1 et G2.

De l'accord de la déléguée du Ministre, l'alinéa 1^{er} devra, le cas échéant, être adapté.

Article 3

Au 5°, dans la version française, il est écrit « aux plus haute division de la compétition nationale [...] ». Cette expression apparaît au singulier dans la version néerlandaise du dispositif.

Dans le rapport au Roi, il est précisé, à propos de l'article 3, 5°, qu'est visée la participation des athlètes :

« [...] à les plus hautes divisions de la compétition nationale organisée par des fédérations sportives reconnues. Il s'agit plus précisément des classes supérieures de la ligue nationale organisée par les fédérations sportives reconnues. Dans le compétition du football masculin, par exemple, cela concerne les clubs professionnels des classes 1A et 1B ».

Le 5° sera revu afin de mentionner de manière précise et compréhensible les divisions prises en compte dans le cadre de la définition de la notion d'association sportive professionnelle.

Article 6

Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de l'accord de la déléguée du Ministre, il y a lieu d'écrire « compétitions sportives internationales et européennes » et « compétitions sportives belges ».

Article 21

Dans l'avis n° 72.190/4, la section de législation a observé ce qui suit à propos de la disposition pénale que constituait l'article 21 du projet examiné :

« 1. Ainsi que l'indique la déléguée du Ministre,

'[l]e projet de loi visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme *IIbis*, déposé à la chambre le 27 juillet 2022, étend le champ d'application de l'article 15/3 et 64, de la loi sur les jeux de hasard à l'article 61, alinéa 2 de la loi même loi'.

À considérer que ce projet de loi soit adopté, l'article 64 de la loi du 7 mai 1999 disposerait notamment que les auteurs des infractions aux dispositions de l'article 61, alinéa 2, seront punis pénalement.

2. Ce projet de loi n'étant cependant pas encore adopté et à supposer par ailleurs que la disposition à l'examen soit utile au vu de l'article 64 en projet de la loi du 7 mai 1999, aucun fondement légal n'existe, à ce jour, pour que l'arrêté en projet puisse énoncer une quelconque règle de mise en œuvre.

L'article 21 sera omis.

3. L'attention de l'auteur du projet est, à ce stade déjà, attirée sur les réserves à émettre à l'égard du principe même de peines d'emprisonnement appliquées aux infractions aux règles prévues par le projet à l'examen 21⁵ ».

Le projet de loi dont question dans cette observation est devenu la loi du 6 décembre 2022 'visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme *IIbis*'. L'article 53 de cette loi modifie l'article 64 de la loi du 7 mai 1999⁶ de manière à rendre susceptible de sanctions pénales notamment la méconnaissance des dispositions prises en exécution de l'article 61, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999, soit les dispositions de l'arrêté royal en projet.

⁵ *Note de bas de page n° 21 de l'avis cité* : Voir, à ce sujet, l'avis n° 69.974/1/V donné le 6 septembre 2021 sur un avant-projet devenu le décret de la Région flamande du 4 février 2022 'modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne la mise à disposition d'une aggravation de la sanction', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2021-2022, n° 960/1, pp. 15 à 22 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69974.pdf> et l'avis n° 52.414/2 donné le 14 janvier 2013 sur une proposition de loi 'modifiant la loi du 15 avril 1958 relative à la publicité en matière de soins dentaires en vue d'interdire clairement la publicité relative aux interventions dentaires à visée esthétique et en vue d'adapter les peines aux normes actuelles', *Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1297/2, pp. 1 à 15 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/52414.pdf>.

⁶ L'article 64 de la loi du 7 mai 1999 est, depuis sa modification par l'article 53 de la loi du 6 décembre 2022, libellé comme suit : « Les auteurs des infractions aux dispositions des articles 4 § 2, 43/1, 43/2, 43/2/1 43/3, 43/4, 54, 60, aux dispositions prises en exécution de l'article 61, alinéa 2, et aux dispositions de l'article 62 seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 26 francs à 25.000 francs ou d'une de ces peines ».

L'article 21 est maintenu dans le projet à l'examen. Interrogée à propos de ce maintien, eu égard à la modification de l'article 64 de la loi du 7 mai 1999, la déléguée du Ministre a indiqué :

« Suite à la modification de l'article 64 de la loi sur les jeux de hasard par l'article 53 de la loi du 6 décembre 2022 'visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme IIbis', toute personne en ce compris, outre le titulaire de licence, notamment le responsable du contenu, le propriétaire ou le gestionnaire du support de transmission, le responsable du lieu de destination et tout autre tiers qui ne respecterait pas les dispositions de l'arrêté pris en exécution de l'article 61, alinéa 2, de la loi sur les jeux de hasard peuvent également être susceptibles de sanctions.

L'article 21 du projet d'arrêté royal peut dès lors sembler redondant avec l'article 64 de la loi les jeux de hasard tel que modifié ».

L'article 21 apparaît en effet redondant avec l'article 64 de la loi du 7 mai 1999, dès lors que cette dernière disposition permet déjà de sanctionner pénalement toute personne qui ne respecterait pas les dispositions de l'arrêté pris en exécution de l'article 61, alinéa 2, de la loi, sans que l'arrêté royal à l'examen ait à préciser quelles personnes sont susceptibles d'être sanctionnées.

Partant, l'article 21 sera omis.

OBSERVATION FINALE

Dans le rapport au Roi, alors que l'article 3, 4°, du projet, ne fait plus référence aux clubs « professionnels », le commentaire de cette disposition énonce ce qui suit :

« En application de l'article 3, 4°, dans cet arrêté, on entend par parrainage sportif le soutien des clubs sportifs professionnels et des événements sportifs [...] ».

Le rapport au Roi sera revu afin de veiller à sa cohérence avec le dispositif du projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID VAN DE AFDELING WETGEVING

De afdeling Wetgeving heeft op 12 oktober 2022 advies 72.190/4 uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit met hetzelfde onderwerp en hetzelfde opschrift (hierna “het ontwerp 72.190/4”).

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies gegeven heeft, heeft ze de bevoegdheid waarover ze krachtens de wet beschikt volledig uitgeoefend; het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of die herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die de afdeling Wetgeving in het eerste advies geformuleerd heeft: in zo’n geval moet de afdeling Wetgeving opnieuw geraadpleegd worden, deze keer over de nieuwe bepalingen.

Dat geldt evenmin wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken, die grond kunnen opleveren voor een nieuw onderzoek van de tekst door de afdeling Wetgeving: in zo’n geval heeft het nieuw onderzoek van de tekst betrekking op de weerslag van die nieuwe juridische gegevens op de betrokken regeling.

Wat dit advies betreft, wordt het onderzoek dan ook beperkt tot de artikelen 3, 6, 21 tot 24 en 27.

STREKKING VAN DE ARTIKELEN 3, 6, 21 TOT 24 EN 27

In vergelijking met de bepalingen van het ontwerp 72.190/4, bevat voorliggend ontwerp de volgende nieuwe bepalingen die niet het gevolg zijn van opmerkingen die in het vorige advies gemaakt zijn:

- Het bevat een nieuwe definitie van het begrip “reclame” (artikel 3, 3°), geeft geen definitie meer van het begrip “sponsoring”, maar wel van “sportsponsoring”, waarbij verwezen wordt naar de “sportverenigingen”, maar niet meer naar de “professionele sportverenigingen” (artikel 3, 4°), terwijl daarin gewerkt wordt met en een definitie gegeven wordt van de begrippen

“professionele sportvereniging” (artikel 3, 5°) en “niet-professionele sportvereniging” (artikel 3, 6°).

- In artikel 6 wordt bepaald in welke mate sportsponsoring door de in artikel 1, eerste lid, bedoelde vergunninghouders toegestaan is, zonder nog melding te maken van de “professionele clubs”, maar wel van de “professionele sportverenigingen” en de “niet-professionele sportverenigingen”, terwijl daarbij de regels vastgesteld worden inzake de plaats en de grootte van die reclame op sportkledij.

- De bepalingen van artikel 6 dienen gelezen te worden in samenhang met de artikelen 22 tot 24 en 27, die een tijdelijke bepaling en opheffingsbepalingen bevatten en bepalingen met betrekking tot de inwerkingtreding van de bepalingen vervat in artikel 6 van het ontwerp. In dat verband dient het volgende opgemerkt te worden:

a) Wat de reclame voor kansspelen op sportkledij betreft:

Aangezien het ontworpen koninklijk besluit in werking treedt op 1 juli 2023 (volgens artikel 27), blijft die soort reclame toegestaan, met uitzondering van die reclame op sportkledij van minderjarige sportbeoefenaars, die verboden wordt met ingang van diezelfde datum (artikel 6, § 2, eerste lid, 1°). Van 1 januari 2025 tot 31 december 2027 (artikel 22, tweede lid), geldt artikel 22, eerste lid, waarin striktere nadere regels vastgesteld worden wat betreft die reclame op de kledij van sportbeoefenaars (aan te brengen op niet meer dan 75 cm² van de totale oppervlakte van de kledij en niet op de voorzijde van de kledij), welke nadere regels slechts tijdelijk van toepassing zijn. Artikel 6, § 2, tweede lid, van het ontwerp,¹ waarbij de totale oppervlakte van de sportkledij waarop die reclame aangebracht mag worden tot 50 cm² beperkt wordt, treedt volgens artikel 27 in werking op 1 januari 2028, terwijl de regel naar luid waarvan die reclame niet op de voorzijde van de kledij aangebracht mag worden, behouden blijft.

b. Wat die reclame betreft op de plaats waar de sport beoefend wordt:

Die soort reclame is, krachtens artikel 6, § 2, eerste lid, 2°, van het ontwerp, toegestaan tot 1 januari 2025, de datum waarop die bepaling opgeheven wordt (volgens artikel 23).

e. Wat die reclame tijdens Belgische sportcompetities betreft:

Die soort reclame is krachtens artikel 6, § 3, eerste lid, 2°, eveneens toegestaan tot 1 januari 2025, de datum waarop die bepaling opgeheven wordt (volgens artikel 23).

d. Wat sportsponsoring voor professionele sportverenigingen betreft:

Het is de vergunninghouders bedoeld in artikel 1, krachtens artikel 6, § 1, 2°, toegestaan om reclame te maken voor dat soort verenigingen, maar uitsluitend tot 1 januari 2028, de datum waarop die bepaling opgeheven wordt (volgens artikel 24). Dat blijft hen daarentegen

¹ Dat artikel 6, § 2, tweede lid, luidt als volgt: “De reclame bedoeld in het eerste lid, 1°, (namelijk het aanbrengen van de merknaam of het logo, of beide, ‘op de sportkledij van spelers, met uitzondering van minderjarige spelers, en sportteams) is van toepassing voor alle betrokken vergunninghouders en mag niet meer dan 50 cm² van de totale oppervlakte van de sportkledij van de spelers in beslag nemen en mag niet op de voorzijde van de sportkledij worden aangebracht.”

toegestaan voor niet-professionele sportverenigingen, met inachtneming van de bepalingen van voorliggend koninklijk besluit.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Uit de nieuwe definitie van het begrip “sportsponsoring” in artikel 3, 4°, van het ontwerp, en uit de toevoeging van de definities van de begrippen “professionele sportvereniging” en “niet-professionele sportvereniging” in artikel 3, 5° en 6°, van het ontwerp, vloeit voort dat “sportsponsoring” ruimer omschreven wordt doordat dit begrip betrekking heeft op die beide soorten sportvereniging.² Dat heeft tot gevolg, enerzijds, dat het toepassingsgebied van de ontworpen regeling verduidelijkt wordt, hetgeen de rechtszekerheid ten goede komt, en, anderzijds, dat dit toepassingsgebied verruimd wordt, aangezien ook voor de houders van een vergunning voor kansspelen dezelfde beperkingen zullen gelden inzake reclame voor kansspelen wat de niet-professionele sportverenigingen betreft.

In advies 72.190/4 heeft de afdeling Wetgeving vastgesteld dat het ontwerp dat toen voorlag, onder voorbehoud van de daarin geformuleerde opmerkingen, verenigbaar was met verscheidene fundamentele rechten en vrijheden en aanvaardbaar was als belemmering van de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten in de zin van het recht van de Europese Unie, aangezien

“(…) de beperkingen van reclame voor kansspelen zoals het ontwerp die oplegt, in principe berusten op een objectieve en redelijke verantwoording en dus in principe evenredig lijken met het nagestreefte doel”

en

“in zoverre de steller van het ontwerp aantoont dat [de beoogde regeling], die de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten inperkt, daadwerkelijk en op coherente en systematische wijze de doelen nastreeft inzake volksgezondheid, bescherming van minderjarigen en bestrijding van gokverslaving”.

De verruiming van het toepassingsgebied van de ontworpen regeling tot de niet-professionele sportverenigingen kan er niet toe leiden dat die vaststelling op de helling komt te staan, voor zover die regeling met aldus verruimd toepassingsgebied in overeenstemming blijft met de nagestreefte doelstellingen inzake volksgezondheid, inzake bescherming van minderjarigen en van spelers en inzake bestrijding van gokverslaving en niet onevenredig lijkt ten aanzien van de nagestreefte doelstellingen.

2. Uit de toepassing van artikel 24 van het ontwerp vloeit voort dat artikel 6, § 1, 2°, van het ontwerp, opgeheven wordt met ingang van 1 januari 2028.

² In ontwerp 72.190/4 was in de definitie van het begrip “sponsoring” alleen sprake van het ondersteunen van “professionele sportverenigingen of sportwedstrijden”.

Zoals in de bespreking van artikel 24 verduidelijkt wordt, betekent dit dat het vanaf 1 januari 2028 “aan de in artikel 1 bedoelde vergunninghouders niet meer toegestaan [is] om professionele sportverenigingen te sponsoren”.

A contrario houdt dat in dat de vergunninghouders niet-professionele sportverenigingen zullen kunnen blijven sponsoren na 31 december 2027 binnen de perken gesteld in artikel 6, § 2, tweede lid, dat op diezelfde datum in werking treedt.

In de bespreking van artikel 24 wordt dat onderscheid uitgelegd als volgt:

“De competitie van de professionele sportverenigingen is populair bij zowel actieve als passieve sportliefhebbers. Vaak is er (live) verslaggeving van deze competitie via audiovisuele media en in de geschreven pers. Bijgevolg heeft de gokreclame bij de professionele sportverenigingen een veel groter bereik dan bij de niet-professionele sportverenigingen. Bovendien zijn topsporters vaak een rolmodel voor minderjarigen. Het verbieden van de sportsponsoring bij deze professionele sportverenigingen zorgt voor een beperking van de zichtbaarheid van de gokreclame en is een heel effectieve maatregel om de normalisering van gokken tegen te gaan.”

De gemachtigde van de minister heeft daaraan het volgende toegevoegd:

“À titre complémentaire, l’influence et l’impact du secteur professionnel auprès des mineurs nous semble plus importante que le secteur non professionnel. Pour les mineurs, les personnalités sont des modèles à suivre. Or, nous souhaitons éviter que les jeux de hasard soient associés avec le succès et la réussite, notamment auprès des mineurs.”

Ook niet-professionele sportverenigingen kunnen evenwel onder hun leden-sportbeoefenaars risicopersonen³ tellen.

De steller van het ontwerp moet dan ook kunnen aantonen wat maakt dat de doelstelling die erin bestaat risicopersonen te beschermen niet in het gedrang komt door het dispositief zoals het opgevat is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Het zevende lid, waarin naar het advies van de Raad van State verwezen wordt, moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 72.190/4 van de Raad van State, gegeven op 12 oktober 2022 en op advies 72.838/4 van de Raad van State, gegeven op 6 februari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁴

³ Met andere woorden personen die een gokverslaving kunnen krijgen.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat de artikelen 32, 33, 35 tot 38 en 40 van een voorontwerp van wet “om justitie menselijker, sneller en straffer te maken III”, ertoe strekken in de wet van 7 mei 1999 ‘op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers’, de bepalingen betreffende de vergunningen van klasse G1 en G2 op te heffen.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het eerste lid in voorkomend geval aangepast zal moeten worden.

Artikel 3

In de Franse tekst van de bepaling onder 5°, staat “aux plus haute division de la compétition nationale (...)”. Die uitdrukking staat in het enkelvoud in de Nederlandse tekst van het dispositief.

In het verslag aan de Koning wordt met betrekking tot artikel 3, 5°, verduidelijkt dat daarmee verwezen wordt naar de deelname van de sporters:

“(…) aan de hoogste divisies van de nationale competitie georganiseerd door een erkende sportfederaties. Concreet gaat het om de topklassen van de nationale competitie georganiseerd door de erkende sportfederaties. Bij de voetbalcompetitie voor mannen bijvoorbeeld gaat het om de profclubs in klasse 1A en 1B.”

De bepaling onder 5° moet aldus herzien worden dat op een nauwkeurige en begrijpelijke wijze vermeld wordt welke afdelingen in aanmerking genomen worden in het kader van de definitie van het begrip professionele sportvereniging.

Artikel 6

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in paragraaf 3, eerste lid, 1° en 2°, “internationale en Europese sportcompetities” en “Belgische sportcompetities” geschreven dient te worden.

Artikel 21

In advies 72.190/4, heeft de afdeling Wetgeving in verband met de strafbepaling die artikel 21 van het toen voorliggend ontwerp vormde, het volgende opgemerkt:

“1. De gemachtigde van de minister heeft het volgende gesteld:

‘Le projet de loi visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme IIbis, déposé à la chambre le 27 juillet 2022, étend le champ d’application de l’article 15/3 et 64, de la loi sur les jeux de hasard à l’article 61, alinéa 2 de la loi même loi.’

Gesteld dat dit wetsontwerp wordt aangenomen zou in artikel 64 van de wet van 7 mei 1999 inzonderheid moeten worden bepaald dat de daders van inbreuken op de bepalingen van artikel 61, tweede lid, strafrechtelijk gestraft worden.

2. Aangezien dat wetsontwerp evenwel nog niet is aangenomen, en voorts in de veronderstelling dat de voorliggende bepaling nuttig is, gelet op het ontworpen artikel 64 van de wet van 7 mei 1999, is er op dit ogenblik geen enkele rechtsgrond voorhanden op basis waarvan het ontworpen besluit enige regel van tenuitvoerlegging zou kunnen vaststellen.

Artikel 21 moet worden weggelaten.

3. Nu reeds wordt de steller van het ontwerp geattendeerd op het voorbehoud dat moet worden gemaakt wat betreft het principe zelf van gevangenisstraffen die van toepassing zouden zijn op inbreuken op de regels waarin het voorliggende ontwerp voorziet.”⁵

Het wetsontwerp waarvan in die opmerking sprake is, heeft geleid tot de wet van 6 december 2022 ‘om justitie menselijker, sneller en straffer te maken *Iibis*’. Bij artikel 53 van die wet wordt artikel 64 van de wet van 7 mei 1999⁶ aldus gewijzigd dat strafrechtelijke straffen opgelegd kunnen worden voor inzonderheid de niet-naleving van de bepalingen genomen ter uitvoering van artikel 61, tweede lid, van de wet van 7 mei 1999, dat wil zeggen de bepalingen van het ontworpen koninklijk besluit.

Artikel 21 wordt in voorliggend ontwerp gehandhaafd. Op een vraag over die handhaving, en rekening houdend met de wijziging van artikel 64 van de wet van 7 mei 1999, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Suite à la modification de l’article 64 de la loi sur les jeux de hasard par l’article 53 de la loi du 6 décembre 2022 ‘visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme *Iibis*’, toute personne en ce compris, outre le titulaire de licence, notamment le responsable du contenu, le propriétaire ou le gestionnaire du support de transmission, le responsable du lieu de destination et tout autre tiers qui ne respecterait pas les dispositions de l’arrêté pris en exécution de l’article 61, alinéa 2, de la loi sur les jeux de hasard peuvent également être susceptibles de sanctions.

L’article 21 du projet d’arrêté royal peut dès lors sembler redondant avec l’article 64 de la loi les jeux de hasard tel que modifié.”

⁵ Voetnoot 21 van het geciteerde advies: Zie in dat verband advies 69.974/1/V van 6 september 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Vlaams Gewest van 4 februari 2022 ‘tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, wat betreft een strafverzwaring’, *Parl.St.* Vl.Parl. 2021-22, nr. 960/1, 15-22; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69974.pdf>, en advies 52.414/2 van 14 januari 2013 over een wetsvoorstel ‘tot wijziging van de wet van 15 april 1958 betreffende de publiciteit inzake tandverzorging met het oog op een duidelijk verbod op reclame voor tandheelkundige esthetische ingrepen en met het oog op een aanpassing van de straffen aan de huidige normen’, *Parl.St.* Senaat 2011-12, nr. 5-1297/2, 1-15; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/52414.pdf>.

⁶ Artikel 64 van de wet van 7 mei 1999 luidt, sinds de wijziging ervan bij artikel 53 van de wet van 6 december 2022, als volgt : “De daders van inbreuken op de bepalingen van de artikelen 4 § 2, 43/1, 43/2, 43/2/1, 43/3, 43/4, 54, 60, de bepalingen genomen in uitvoering van artikel 61, tweede lid, en de bepalingen van artikel 62 worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot drie jaar en met een boete van 26 frank tot 25.000 frank of met één van die straffen alleen.”

Artikel 21 lijkt inderdaad te overlappen met artikel 64 van de wet van 7 mei 1999, aangezien dat artikel 64 het reeds mogelijk maakt om een strafrechtelijke straf op te leggen aan elke persoon die zich niet zou houden aan de bepalingen van het besluit genomen ter uitvoering van artikel 61, tweede lid, van de wet, zonder dat in voorliggend koninklijk besluit verduidelijkt hoeft te worden welke personen gestraft kunnen worden.

Artikel 21 moet dan ook weggelaten worden.

SLOTOPMERKING

Terwijl in artikel 3, 4°, van het ontwerp niet langer verwezen wordt naar de “professionele” clubs, wordt in het verslag aan de Koning, in de bespreking van die bepaling, het volgende gesteld:

“Volgens artikel 3, 4°, wordt in dit besluit onder sportsponsoring verstaan de ondersteuning van professionele sportclubs en sportevenementen (...).”

Het verslag aan de Koning moet aldus herzien worden dat de samenhang ervan met het dispositief van het ontwerp verzekerd wordt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET